

LAMPEDUSA

25 migrants retrouvés morts asphyxiés à bord d'un bateau

Un nouveau drame de l'immigration s'est produit hier matin sur la petite île italienne de Lampedusa, où les cadavres de 25 migrants morts par asphyxie ont été retrouvés dans la salle des machines d'un bateau surchargé de réfugiés en provenance de Libye.

271 migrants ayant survécu à la traversée sur cette embarcation d'une quinzaine de mètres ont été pris en charge par les gardes-côtes, qui n'ont découvert les 25 corps que lors d'une inspection de l'embarcation, les survivants ne les ayant pas avisés.

Les victimes sont 25 hommes, «probablement» originaires d'Afrique sub-saharienne, a indiqué le commandant du port de Lampedusa, Antonio Morana, en précisant que le bateau transportait notamment 36 femmes et 21 enfants.

Le parquet d'Agrigente (Sicile), qui a aussitôt ouvert une enquête, a annoncé qu'il va autopsier les corps «même si de premières vérifications montrent que la mort a apparemment été causée par asphyxie», selon le procureur, Renato Di Natale.

«La police interrogera les autres migrants pour chercher à comprendre ce qui s'est passé sur le bateau, qui a été mis sous séquestre», a-t-il ajouté.

Les victimes se trouvaient à l'intérieur de la cale, accessible seulement à travers une trappe de 50 cm de large.

Lors de l'évacuation du bateau, les pompiers se sont retrouvés face à la petite trappe ouverte et ont découvert l'amas de cadavres : «Une scène que je ne pourrai jamais oublier», a témoigné l'un des sauveteurs sous couvert de l'anonymat. Certains des corps étaient déjà en

voie de décomposition.

«Les victimes sont probablement décédées depuis au moins 48 heures, vu l'état dans lequel ont été retrouvés les cadavres», a confirmé un médecin de l'hôpital local, Pietro Bartolo.

Selon les déclarations des rescapés, les victimes auraient été les premières à embarquer samedi à Tripoli et se seraient installées dans la partie inférieure du bateau, où elles ont été exposées durant des heures aux gaz d'échappement du moteur de la vieille embarcation.

L'air serait devenu irrespirable et les malheureux auraient tenté de sortir de la cale, mais les migrants occupant le pont s'y seraient opposés en raison du manque d'espace. Les survivants, originaires notamment de Somalie, du Nigeria et du Ghana, sont «très éprouvés et choqués par ce qui s'est passé», a témoigné Tarek Brhane, un responsable de l'ONG Save The Children qui a pu s'entretenir avec eux : «Parmi les morts figurent certains de leurs amis et proches.» En outre, «certains migrants nous ont raconté que les bombardements rendent toujours plus difficile leur vie en Libye mais aussi les départs et les déplacements vers les ports», a-t-il ajouté.

Dimanche soir, alors qu'il était à 35 milles (environ 65 km) des côtes de Lampedusa, le bateau en difficulté avait lancé un SOS. «A 19h30 (17h30 GMT), trois bateaux sont partis à leur secours», a raconté à l'AFP Cosimo



Photo : DH

Nicastro, porte-parole des gardes-côtes. «A 1h20 (23h20 GMT), le bateau est arrivé à 1 mille (près de 2 km) de Lampedusa, et notre équipage est monté à bord pour la manœuvre d'accostage», a-t-il poursuivi. C'est alors que les gardes-côtes ont fait leur macabre découverte. Les 25 cadavres ont été placés dans des sacs de toile plastifiée de couleur verte et débarqués sur le quai du port, alignés les uns à côté des autres. Une partie d'entre eux seront inhumés à Lampedusa, a annoncé le maire de l'île, peu après l'arrivée d'une nouvelle embarcation transportant 53 migrants qui ont dit arriver de Tunisie. Un responsable du parti démocratique

(gauche, opposition), Khalid Chaouki, a dénoncé «l'absence d'effort européen pour la protection de toutes les vies humaines alors que le bilan dramatique des morts en Méditerranée continue à s'alourdir».

Des milliers de personnes fuyant la Libye, la plupart des travailleurs immigrés venant d'Afrique ou des réfugiés des conflits de la région, sont arrivés au cours des derniers mois à Lampedusa, une petite île à mi-chemin entre les côtes africaines et la Sicile.

Des centaines d'entre eux se sont noyés : en avril, 250 migrants avaient trouvé la mort lors d'un naufrage au large de l'île.

AFGHANISTAN

L'Otan accusée d'avoir tué 4 policiers par erreur

Un gouverneur afghan a accusé hier la force de l'Otan d'avoir tué quatre policiers en bombardant par erreur un poste de police dans l'est, avant d'en arrêter d'autres sur place, sur la foi de «fausses informations».

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) a, lui, indiqué que trois hommes avaient été tués dans l'attaque mais démenti le fait que le groupe visé était constitué de policiers. Tous liés à la rébellion, ils étaient vêtus d'uniformes de police,

sauf un qui était déguisé en femme, a-t-il affirmé. Plusieurs attaques contre les forces afghanes et de l'Otan ont été menées ces derniers mois par des rebelles déguisés en soldats ou policiers. L'incident a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi à Wama, un district du Nouristan, a

précisé le gouverneur provincial, Jamaluddin Badr. Province instable, montagneuse et difficile d'accès et frontalière du Pakistan, le Nouristan est un bastion des insurgés talibans et de leurs alliés d'Al Qaïda. «Des hélicoptères de l'Otan ont bombardé notre poste de police. Quatre policiers ont été tués et deux autres blessés, et les autres ont été arrêtés et emmenés à Bagram», la plus grande prison militaire américaine du pays, située dans une base au nord de Kaboul, a affirmé M. Badr.

Selon le gouverneur, les forces étrangères ont également arrêté des policiers sur place plusieurs heures après le bombardement.

«Je ne sais pas qui leur a fourni de fausses informations» qui ont amené ce bombardement et ces arrestations, a-t-il ajouté, en précisant que les policiers portaient leurs uniformes et qu'un drapeau afghan flottait sur le poste de police au moment de l'attaque.

«Nous ne pensons pas qu'il s'agissait de policiers. Aucun d'entre

eux n'avait ces références», a répliqué le porte-parole de l'Isaf, ajoutant que leurs téléphones portables retrouvés sur place montraient qu'ils étaient en contact avec des combattants rebelles talibans.

Les «tirs amis» ou bavures des forces internationales sont relativement fréquents en Afghanistan, où l'Otan et ses alliés des forces afghanes combattent depuis près de dix ans l'insurrection menée par les talibans.

PIRATERIE

Des pirates s'emparent brièvement d'un tanker suédois au large du Bénin

Des pirates ont pris le contrôle d'un tanker suédois au large du Bénin avant d'en être chassés par la marine de cet Etat, sans qu'il y ait de victimes parmi l'équipage, a annoncé hier le propriétaire du navire. «La Marine béninoise s'est approchée du navire après que l'équipage l'a informé de l'attaque et a fait fuir les pirates», a déclaré à l'AFP Jonas Engstroem, de la compagnie Wisby Ship Management. Les pirates étaient montés à bord du Gotland Sofia, un tanker long de 183 mètres, dans la nuit de samedi à dimanche, forçant les 23 membres d'équipage à s'enfermer dans une cabine sécurisée. «Après environ quatre à cinq heures», selon M. Engstroem, les membres d'équipage — 18 Philippins, quatre Suédois et un Ukrainien — sont ressortis de cette cabine après s'être assurés que les pirates avaient évacué le navire, en profitant de l'obscurité. «Aucun membre d'équipage n'a été physiquement touché et personne n'a été en contact direct avec les pirates», a-t-il précisé, en se félicitant de la réaction «rapide» des autorités béninoises. Le tanker transportait du carburant en provenance de Norvège pour une opération de transfert vers un autre navire au large du Bénin. «Le navire est désormais escorté vers le port de Cotonou pour une inspection complète par l'armée et les besoins de l'enquête», a indiqué la compagnie dans un communiqué. Selon elle, le Gotland Sofia n'a été que peu endommagé.

Selon M. Engstroem, des attaques de pirates sont devenues plus fréquentes dans la région.

La semaine dernière, des pirates s'étaient emparés d'un tanker italien dans le golfe de Guinée, avant de relâcher les 23 membres d'équipage quelques jours plus tard. Début juillet, c'était un pétrolier battant pavillon grec qui avait été pris par des hommes armés au large du Nigeria, avant d'être évacué.

CORÉE DU SUD

Trois députés japonais refoulés à l'aéroport de Séoul

La Corée du Sud a refoulé hier trois députés japonais qui voulaient se rendre sur une île revendiquée par les deux pays, une mesure d'interdiction jugée «profondément regrettable» par le gouvernement nippon.

Des agents de l'immigration sud-coréenne ont intercepté les trois parlementaires, membres du Parti libéral-démocrate (opposition conservatrice), à leur arrivée à l'aéroport Gimpo de Séoul.

«Ils sont retenus à l'aéroport avant d'être renvoyés vers Tokyo», avait précisé un porte-parole du ministère de la Justice.

Après avoir refusé pendant huit heures de rebrousser chemin, les trois députés ont finalement repris l'avion après avoir été menacés d'être mis en état d'arrestation par les autorités d'immigration, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. «Je reviendrai plus tard en Corée du Sud», a déclaré à son départ le député Yoshitaka Shindo cité par Yonhap. Le parlementaire japonais a annoncé qu'il «expliquera plus en détail sa position lors d'une conférence de presse à Tokyo».

Le groupe avait prévu de se rendre sur l'île d'Ulleung, territoire sud-coréen le plus proche des îles Dokdo, en mer du Japon. Ces îles, que les Japonais appellent Takeshima, sont revendiquées par Séoul et par Tokyo.

Le porte-parole du gouvernement japonais a qualifié la mesure d'interdiction frappant les trois députés de «profondément regrettable».

«En vertu des liens amicaux entre le Japon et la Corée du Sud, nous avons indiqué (aux autorités sud-coréennes) qu'il était profondément regrettable que la Corée du Sud prenne une telle mesure à l'encontre de parlementaires de notre pays et nous leur avons demandé de reconsidérer leur décision et de les autoriser à entrer» dans le pays, a déclaré Yukio Edano lors d'une conférence de presse.

Le Parti libéral-démocrate avait tenté de dissuader ses trois députés de se rendre en Corée du Sud en ce moment, alors que le Parlement est en session extraordinaire et que le Premier ministre Naoto Kan risque de démissionner d'ici à la fin du mois. Des centaines de manifestants

s'étaient réunis à l'aéroport de Séoul, agitant des banderoles et brûlant des photos des députés japonais. Les trois parlementaires sont Yoshitaka Shindo, petit-fils d'un général de l'armée impériale du Japon, Tomomi Inada, un ancien avocat qui nie le massacre de Nankin par des troupes japonaises en 1937, et Masahisa Sato, ancien militaire.

Ce différend entre Tokyo et Séoul a ressurgi après le survol par la compagnie aérienne sud-coréenne Korean Air des îles Dokdo/Takeshima, à la mi-juin.

Après l'annonce du projet de visite des députés japonais, le président sud-coréen Lee Myung-Bak avait prévenu Tokyo que Séoul ne pouvait «garantir la sécurité des parlementaires» et avait demandé l'annulation de la visite.

La Corée du Sud, colonie japonaise de 1910 à 1945, cherche à renforcer son emprise sur ces îlots, qu'elle contrôle de fait. Tokyo avait autorisé en mars la publication de manuels scolaires affirmant la revendication nipponne sur ces territoires, provoquant des protestations de la part de Séoul.